

ACTION URGENTE

COLOMBIE. DES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS REÇOIVENT DES MENACES DE MORT
Ces derniers jours, plusieurs candidats en lice pour les élections législatives de mars en Colombie ont été menacés de mort par des paramilitaires.

Mardi 4 février, les paramilitaires du Bloc capital des Aigles noirs ont envoyé des menaces de mort par courriel au collectif d'avocats José Alvear Restrepo (**CCAJAR**) et à **Iván Cepeda**, député colombien et membre du Mouvement national des victimes de crimes d'État (**MOVICE**). Iván Cepeda et **Alirio Uribe Muñoz**, l'ancien président du CCAJAR, sont deux des candidats du Pôle démocratique alternatif – classé à gauche – se présentant aux élections législatives devant se dérouler le 9 mars. Ces menaces visaient également le maire de Bogotá, **Gustavo Petro**, qui s'est vu ordonner par le procureur général de quitter ses fonctions, une décision actuellement contestée en justice. Le message demandait aux candidats de se retirer des élections s'ils tenaient à la vie.

Aída Abella, candidate de l'Union patriotique (UP), est également mentionnée dans ce courriel. Ces derniers jours, des paramilitaires ont adressé des menaces de mort à des candidats aux élections ainsi qu'à des membres de partis et de mouvements d'opposition, tels que l'UP et Marche patriotique, dans diverses zones du pays.

Le jour où ces menaces ont été envoyées, les médias colombiens ont révélé que les renseignements militaires menaient semble-t-il des opérations illégales de surveillance et avaient posé des écoutes téléphoniques visant un certain nombre de personnes, dont les équipes chargées des négociations de paix à Cuba, ainsi que des ONG et dirigeants politiques colombiens. Ces dernières années, des opérations illégales de surveillance de ce type ont été menées en étroite collaboration avec des paramilitaires.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- dites que vous craignez pour la sécurité d'Iván Cepeda, d'Alirio Uribe Muñoz, d'Aída Abella, de Gustavo Petro, membres du CCAJAR et du MOVICE, et d'autres candidats aux élections législatives, et demandez aux autorités de garantir leur sécurité, conformément à leurs souhaits ;
- exhortez les autorités colombiennes à diligenter une enquête exhaustive et impartiale sur les menaces de mort dont il est question, à en rendre les conclusions publiques et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;
- demandez-leur instamment de démanteler les groupes paramilitaires et de rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux recommandations répétées des Nations unies.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 20 MARS 2014 À :

Président :

Señor Juan Manuel Santos
 Presidente de la República,
 Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26,
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : *Excmo. Sr.*

Presidente Santos, / Monsieur le
Président,

Procureur général

Eduardo Montealegre
 Fiscalía General de la Nación
 Diagonal 22B No. 52-01 (Ciudad Salitre)
 Bloque C Piso 4
 Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (composez le 2023
 quand vous tombez sur le répondeur)

Formule d'appel : *Estimado Sr. Fiscal*
General, / Monsieur le Procureur
général,

Copies à :

Médiateur pour les droits humains :

Jorge Armando Otálora
 Defensoría del Pueblo
 Calle 55 No. 10-32
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 314 7300 (composez le 4000
 quand vous tombez sur le répondeur)
Formule d'appel : *Estimado Sr.*
Defensor, / Monsieur,

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

COLOMBIE. DES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS REÇOIVENT DES MENACES DE MORT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis le début du conflit armé qui oppose de longue date les guérilleros de gauche et les forces de sécurité, qui agissent parfois en collusion avec les paramilitaires, les membres de partis d'opposition, d'organisations de défense des droits humains, de syndicats ou d'autres organisations à vocation sociale sont souvent victimes de menaces, de disparitions forcées ou d'homicides. Les groupes paramilitaires colombiens sont censés avoir été démobilisés dans le cadre d'un programme lancé par le gouvernement en 2005, mais de nombreux éléments attestent qu'ils sont toujours actifs et continuent à commettre des violations des droits humains.

Des pourparlers de paix officiels entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) se déroulent à La Havane, à Cuba, depuis 2012.

Des milliers de politiciens et de militants de l'UP ont été tués depuis la fin des années 80. L'UP prend de nouveau part à des élections, après avoir perdu son statut officiel de parti politique pendant une dizaine d'années. Par ailleurs, selon certaines informations, des dizaines de candidats et de militants appartenant à Marche patriotique, officiellement créée en 2012, ont été menacés et tués.

En 2009, les médias ont révélé que le Département administratif de sécurité (DAS), qui opérait sous l'autorité directe du chef de l'État, avait été impliqué dans une vaste opération illégale d'espionnage menée sur une longue période contre des défenseurs des droits humains, des personnalités politiques de l'opposition, des juges et des journalistes, et qui avait pour but de restreindre ou de neutraliser l'action de ceux-ci. Cette opération aurait été menée en étroite collaboration avec des groupes paramilitaires. Des diplomates colombiens et des défenseurs internationaux des droits humains ont eux aussi été pris pour cible. Si certains membres du DAS ont été emprisonnés, et le DAS lui-même dissous, un grand nombre de responsables présumés n'ont toujours pas été traduits en justice.

Nom : Iván Cepeda (h), Alirio Uribe Muñoz (h), Aída Abella (f), Gustavo Petro (h), des membres du CCAJAR et du MOVICE, d'autres candidats aux élections législatives

Hommes et femmes

AU 24/14, AMR 23/005/2014, 6 février 2014